

Fonds pour la coopération culturelle entre le Territoire de Belfort et la République et Canton du Jura (Fonds BelJu)

Règlement des 11 juin 2024 et 27 juin 2024

PRÉAMBULE

Le Territoire de Belfort et la République et Canton du Jura sont liés depuis 1988 par un accord de coopération. Dans ce cadre, une convention signée en 2006 pose les bases du Fonds de coopération culturelle Belfort-Jura.

Le Fonds BelJu vise à encourager les partenariats et les collaborations entre les deux collectivités, au travers de l'accompagnement et du financement de projets transfrontaliers.

Depuis 2007, il a permis de soutenir des dizaines de projets ou d'initiatives de collaborations transfrontalières entre Belfortains et Jurassiens.

Le présent règlement, mis à jour en 2024, précise les modalités d'usage du Fonds BelJu. Son enveloppe financière est arrêtée annuellement et alimentée paritairement par le Département du Territoire de Belfort et la République et Canton du Jura.

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} juillet 2024.

I. OBJECTIFS

Les objectifs du Fonds BelJu sont :

- D'amener les acteurs culturels, sportifs ou de la jeunesse à élaborer et réaliser des projets communs permettant de tisser des liens entre le Territoire de Belfort et la République et Canton du Jura.
- De contribuer à la mise en valeur d'un espace culturel commun aux populations belfortaines et jurassiennes, fondé sur un héritage partagé, en favorisant le développement de la coopération entre les acteurs et les institutions des deux territoires.
- D'œuvrer en faveur du développement et de la reconnaissance d'un réseau transfrontalier riche.
- De pérenniser les réseaux de coopération existants, mais également de s'assurer que ceux-ci se renouvellent, évoluent et s'ouvrent à de nouveaux horizons.
- De stimuler la création de partenariats et de projets novateurs, en intégrant potentiellement des acteurs d'autres régions (Alsace, agglomération de Bâle, etc.)

II. DOMAINES SOUTENUS

Le Fonds BelJu vise en priorité à soutenir des projets de collaboration transfrontalière dans les domaines suivants :

- Arts vivants : théâtre, musique, danse, cirque, etc.
- Patrimoine : monuments historiques, archives, documents, traditions vivantes, etc.
- Sport : événements communs, tournoi transfrontalier, échanges, sport d'élite et amateur etc.
- Jeunesse : projets scolaires, actions entre centres ou sociétés de jeunesse, conseils de jeunes, etc.

III. BÉNÉFICIAIRES POTENTIELS

Peuvent prétendre à un soutien du Fonds BelJu les personnes physiques ou morales agissant dans les secteurs culturel, sportif en faveur de la jeunesse ou du patrimoine.

Les porteurs de projets peuvent provenir de tout le territoire français et suisse dans la mesure où leur initiative met en avant l'axe Jura-Belfort.

IV. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

Les projets déposés doivent remplir les conditions suivantes :

- Réunir des acteurs provenant des deux côtés de la frontière.
- Répondre à l'un des objectifs généraux décrits au point I.
- Être en phase d'élaboration d'un projet (les projets achevés ou en cours de réalisation ne peuvent être soutenus).
- Présenter un dossier complet avec un budget et un plan de financement

Seront inéligibles les projets commerciaux susceptibles de s'autofinancer (émanant par exemple d'une entreprise culturelle à but lucratif).

V. DÉPÔT DES DEMANDES

Les porteurs de projet doivent compléter le formulaire de demande de subvention disponible en ligne ou en contactant :

- **Canton du Jura** : Chancellerie d'Etat, Délégué aux affaires extérieures, rue de l'Hôpital 2, 2800 Delémont
- **Territoire de Belfort** : Direction du Développement Éducatif, Culturel et Sportif, Hôtel du département, Place de la Révolution Française, 90000 Belfort

Le dossier de candidature (avec les annexes nécessaires) est à transmettre soit au contact suisse, soit au contact français mentionnés ci-dessus, dans les délais imposés par le calendrier des appels à projets.

VI. CALENDRIER ET APPELS À PROJETS

Deux appels à projets par année sont habituellement lancés.

Les demandes sont adressées en se conformant aux délais communiqués. Les dossiers sont ensuite examinés dans un délai de deux mois suivant la date butoir de l'appel à projets.

Au besoin, le comité de sélection se réserve le droit de solliciter un entretien avec les porteurs de projets pour approfondir l'analyse de la demande de soutien ou pour procéder à une évaluation de fin de projet, permettant le versement du solde de la subvention octroyée.

VII. INSTRUCTION ET DÉFINITION DU SOUTIEN

Comité de sélection

Les dossiers déposés seront évalués par un comité de sélection composé de :

- **Pour le Territoire de Belfort** : représentants de la Direction du Développement Éducatif, Culturel et Sportif, et de la Direction de l'Animation Territoriale et de l'attractivité, de la coopération internationale et transfrontalière
- **Pour la République et Canton du Jura** : représentants de l'Office de la culture, de l'Office des sports et de la Chancellerie d'État, domaine des Affaires extérieures et Coopération.

Au besoin, il sollicite des avis-métiers d'autres services des deux administrations.

Le comité de sélection rend son appréciation sur les projets déposés en tenant compte des critères fixés au point IV.

Subvention octroyée

Aucun montant maximal par projet n'est prévu. Le montant alloué ne pourra pas être supérieur à celui demandé. Il est déterminé sur la base de l'instruction du comité de sélection en tenant compte également du solde de l'enveloppe financière à disposition.

Les actions subventionnées ne pourront bénéficier d'aucun autre financement provenant du Département du Territoire de Belfort ou de la République et Canton du Jura pour le même projet. Un cofinancement parallèle du même projet par le Fonds de soutien aux petits projets transfrontaliers de l'Arc jurassien est aussi exclu.

Communication

Le résultat de l'instruction sera communiqué aux porteurs de projet par écrit. Les décisions prises sont sans appel et ne peuvent être contestées.

En cas d'octroi d'une subvention, un certificat administratif est établi en euros ou en francs suisses (en fonction du lieu de dépôt du dossier et de la demande). Celui-ci précisera les conditions et modalités de financement et sera conclu entre le comité de sélection et le bénéficiaire. Il entrera en vigueur à la date de signature par la dernière des deux parties, à savoir le comité de sélection.

La subvention octroyée sera versée, sauf décision contraire du comité de sélection, en deux temps : 80% à la signature du certificat administratif et 20% après la clôture du projet, à la réception du bilan final et d'un décompte financier.

Le bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien octroyé dans ses opérations promotionnelles, quel que soit le support utilisé.